



GIWACAF

RAPPORT ANNUEL 2019



WWW.GIWACAF.NET



ExxonMobil



TABLE DES MATIÈRES

À propos	3
2018-2019 : le 8 ^{ème} cycle biennal du projet GI WACAF	4
Aperçu de 2018	5
Carte des activités GI WACAF en 2018	
Aperçu de 2019	6
Carte des activités GI WACAF en 2019	
Calendrier des activités 2019	7
Aperçu des activités du GI WACAF dans la région en 2019	8
Temps forts de 2019	13
Retour sur l'atelier sous-régional sur la ratification et l'application des conventions de l'OMI relatives à la préparation et à la lutte en cas de déversement d'hydrocarbures et au régime de responsabilité civile et d'indemnisation	
Retour sur la formation et exercice transfrontalier sur les déversements d'hydrocarbures entre l'Angola et la Namibie	
Retour sur la 8 ^{ème} conférence régionale du GI WACAF	
Engagements externes et conférences	16
Coopération avec les acteurs internationaux	20
Les indicateurs de performance	20
Un réseau de points focaux expérimentés et engagés dans la région	23
La communication du GI WACAF	26

À PROPOS

Lancée en 2006, l'Initiative Mondiale pour l'Afrique occidentale, centrale et australe (GI WACAF) est une coopération entre l'Organisation maritime internationale (OMI) et l'IPIECA, l'association mondiale de l'industrie pétrolière et gazière pour l'amélioration des performances environnementales et sociales, dont l'objectif est de renforcer la capacité des pays partenaires à se préparer à la lutte contre les déversements d'hydrocarbures.

L'objectif du Projet GI WACAF est de développer et consolider les capacités de préparation et de lutte contre les déversements d'hydrocarbures de 22 pays d'Afrique occidentale, centrale et australe. Le Projet s'inscrit ainsi dans l'esprit des dispositions énoncées par la Convention internationale de 1990 sur la préparation, la lutte et la coopération en matière de pollution par les hydrocarbures (Convention OPRC).

Pour remplir sa mission, le Projet GI WACAF met au point et organise des ateliers, séminaires et exercices dont l'objectif est de communiquer sur les bonnes pratiques existantes dans tous les aspects de la préparation et de la lutte, en s'appuyant sur l'expertise et l'expérience des gouvernements, de

l'industrie et d'autres organisations exerçant dans ce secteur spécialisé. Pour préparer et mettre en œuvre ses activités, le Projet s'appuie sur un réseau dédié de points focaux issus des autorités nationales compétentes et des bureaux locaux de l'industrie pétrolière. La promotion de la coopération entre les différentes agences gouvernementales concernées, l'industrie pétrolière et l'ensemble des parties prenantes à l'échelle nationale, régionale et internationale est une composante clé du Projet lors de ses activités.

Le Projet GI WACAF est soutenu et financé par l'OMI et sept compagnies pétrolières membres de l'IPIECA, à savoir BP, Chevron, ExxonMobil, Eni, Shell, Total et Woodside. Plus d'informations sont disponibles sur le site Web du Projet.



Plus d'informations sont disponibles sur le site Web du Projet : <https://www.giwacaf.net/fr/>



ExxonMobil



2018 – 2019 : RETOUR SUR LE 8^{ÈME} CYCLE BIENNAL DU PROJET GI WACAF

L'année 2019 marque la fin du cycle biennal 2018 – 2019. Le Secrétariat du projet a continué de mettre en œuvre le plan d'action stratégique élaboré en

suivant les objectifs déterminés pendant la 7^{ème} conférence régionale qui a eu lieu à Abidjan, en Côte d'Ivoire en 2017 :

1.

Systèmes nationaux de préparation et de lutte

- Promouvoir la transposition et la mise en œuvre des conventions de l'OMI ;
- Promouvoir une approche transversale et inclusive de la planification d'urgence / de la mise à jour des PNIU ; et
- Développer l'utilisation du système de gestion de crise dit « Incident management system (IMS).

2.

Politiques, processus et outils

- Soutenir le développement des politiques d'utilisation des dispersants ;
- Développer les stratégies de réponse en milieu littoral ;
- Promouvoir les nouvelles technologies dans le domaine de la préparation et de la lutte.

3.

Aspects transversaux

- Promouvoir la coopération transfrontière et les accords multilatéraux ;
- Promouvoir la coopération industrie-gouvernement ;
- Proposer de nouvelles formes de soutien ad hoc ; et
- Améliorer la coopération entre le projet et les autres initiatives régionales.

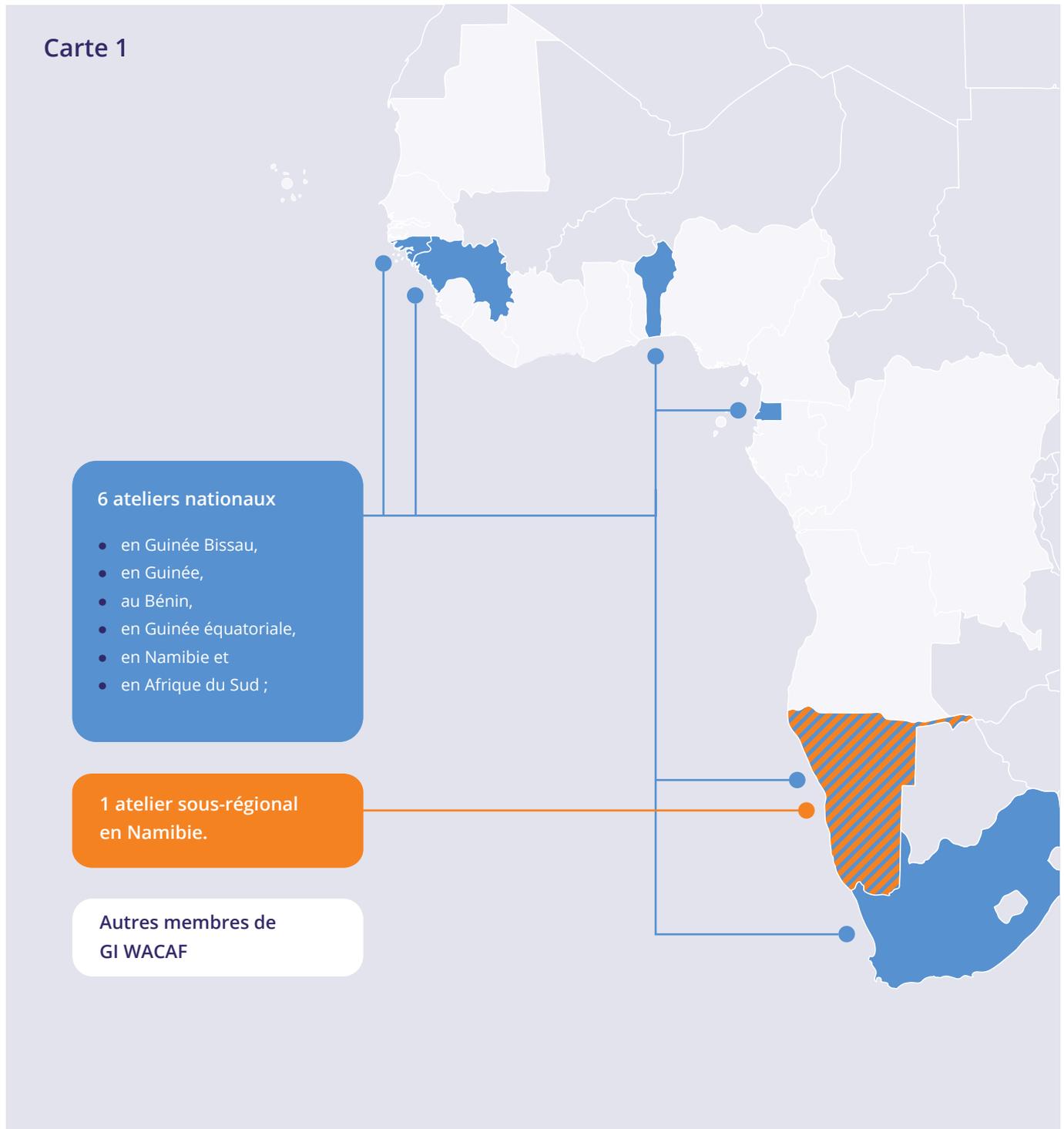
Le but de ce rapport n'est pas seulement de mettre en lumière les activités du projet qui ont eu lieu en 2019, mais également de fournir une vue d'ensemble du cycle biennal et de souligner les progrès accomplis au regard des objectifs fixés. Pour de plus amples informations concernant l'année 2018, veuillez consulter le Rapport annuel 2018.

En deux ans, le projet a organisé 18 activités pour mettre en œuvre les priorités fixées durant la conférence régionale de 2017 dont 11 ateliers nationaux, 2 exercices, 2 ateliers sous-régionaux, 1 activité transfrontière et une conférence régionale.

APERÇU DES ACTIVITÉS DE 2018

En 2018, au total 7 activités ont été organisées dans 6 pays :

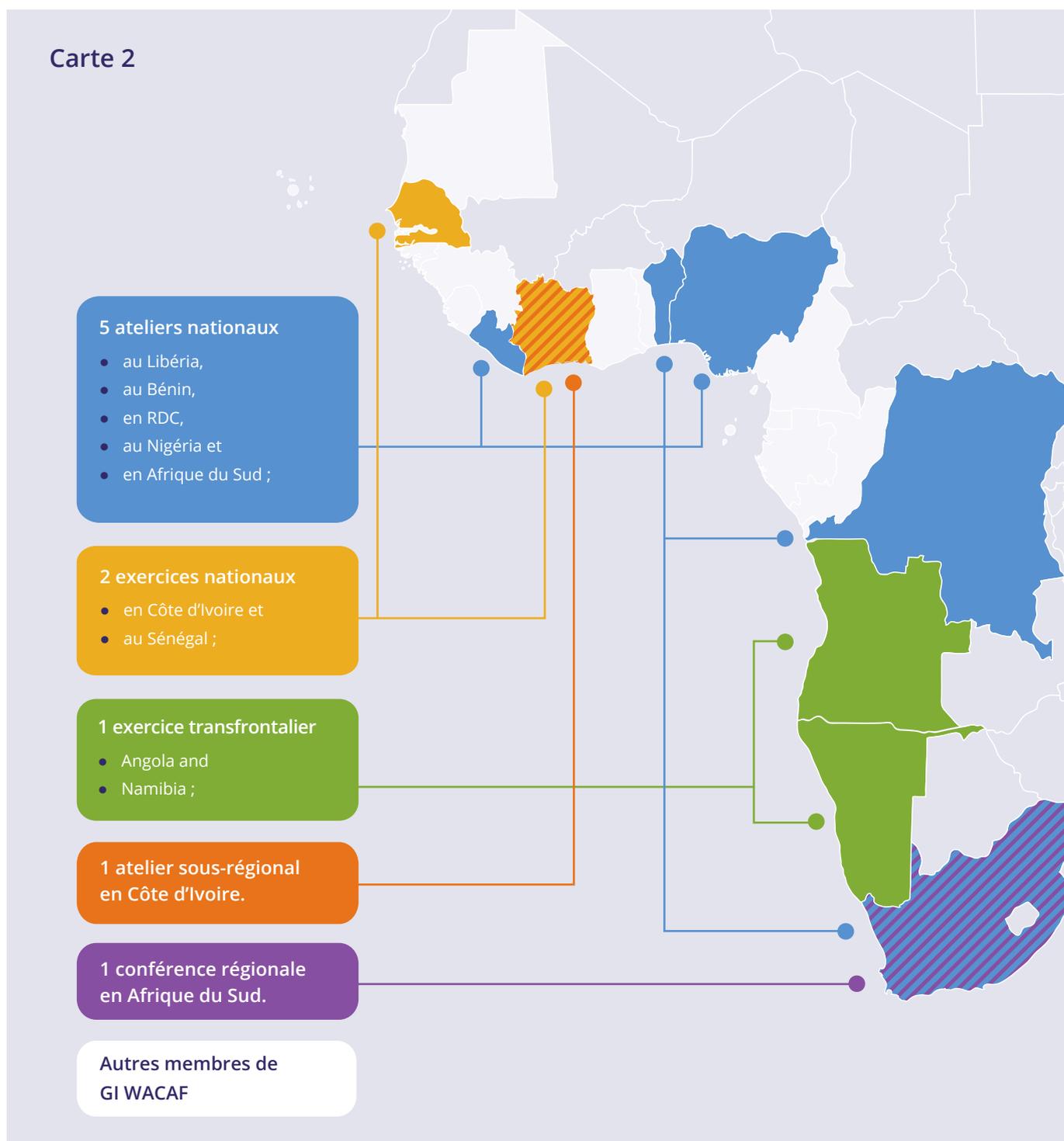
- 6 ateliers nationaux en Guinée Bissau, en Guinée, au Bénin, en Guinée équatoriale, en Namibie et en Afrique du Sud ;
- 1 atelier sous-régional en Namibie.



APERÇU DES ACTIVITÉS DE 2019

En 2019, au total 11 activités ont été organisées dans 9 pays :

- 5 ateliers nationaux au Libéria, au Bénin, en RDC, au Nigéria et en Afrique du Sud ;
- 2 exercices nationaux en Côte d'Ivoire et au Sénégal ;
- 1 exercice transfrontalier en Angola et en Namibie ;
- 1 atelier sous-régional en Côte d'Ivoire ;
- 1 conférence régionale en Afrique du Sud.



CALENDRIER DES ACTIVITÉS DE 2019

Janvier		Azerbaïdjan	Réunion annuelle d'OSPRI
Mars		Côte d'Ivoire	Atelier sous-régional relatif à la transposition et l'application des conventions
Mars		Sénégal	Comité consultatif du projet GoGIN
Mars		Etats-Unis	Semaine de l'PIECA
Avril - mai		Libéria	Atelier national sur le système de gestion de crise dit « IMS 300 »
Juin		Côte d'Ivoire	Exercice national pour tester le PNIU
Juin - juillet		Bénin	Formation et exercice national conjoint avec GoGIN
Juillet		République démocratique du Congo	Atelier national sur la planification d'urgence et la mise à jour du PNIU
Août		Namibie	Formation et exercice transfrontalier sur les déversements d'hydrocarbures entre l'Angola et la Namibie
Août		Angola	Formation et exercice transfrontalier sur les déversements d'hydrocarbures entre l'Angola et la Namibie
Septembre		Nigéria	Atelier national sur le régime d'indemnisation et de responsabilité
Septembre		Gabon	Atelier de la Convention d'Abidjan sur la préparation de consultations nationales relatives au « protocole Offshore »
Octobre		Afrique du Sud	8 ^{ème} conférence régionale
Novembre		Afrique du Sud	Formation le système de gestion de crise dit « IMS 300 » et 3 ^{ème} exercice conjoint gouvernement-industrie
Décembre		Sénégal	Exercice national pour tester le PNIU

Activités du GI WACAF dans la région

Engagements externes

Activités conjointes

APERÇU DES ACTIVITÉS DU GI WACAF DANS LA RÉGION EN 2019

MARS – CÔTE D'IVOIRE

Atelier sous-régional sur la ratification et l'application des conventions de l'OMI relatives à la préparation et à la lutte en cas de déversement d'hydrocarbures et au régime de responsabilité civile et d'indemnisation

Cet atelier portait principalement sur la transposition et l'application efficace de plusieurs conventions de l'OMI relatives à la préparation et à la lutte en cas de déversement d'hydrocarbures et au régime de responsabilité civile et d'indemnisation. Il a rassemblé une trentaine de représentants de six pays francophones. Outre le personnel technique habituel, des spécialistes des aspects juridiques provenant de différentes administrations ont aussi participé. Cet atelier s'est révélé très utile pour améliorer leurs connaissances des instruments de l'OMI et leur a permis d'utiliser ces connaissances lors de la mise au point de législations nationales. Il a également porté sur l'importance qu'il y avait à refléter dans la législation nationale les amendements aux instruments de l'OMI adoptés, ainsi que sur le rôle

central des autorités judiciaires en vue de faire respecter les instruments de l'OMI.

Les participants ont identifié les causes sous-jacentes qui constituaient des obstacles à la mise en œuvre et au respect effectif des différentes conventions de l'OMI, et ils ont mis au point un plan d'action assorti de recommandations.



Ce plan d'action figure en annexe au rapport d'activité complet :

<https://www.giwacaf.net/fr/our/activities/atelier-sous-regional-sur-la-ratification-et-lapplication-des-conventions-internationales-de-lomi-relatives-a-la-preparation-et>



AVRIL – LIBÉRIA

Atelier national de formation sur le système de gestion de crise intitulé “Incident Management System 300” (IMS 300)

Cette activité a rassemblé environ 45 participants : les acteurs qui ont joué un rôle essentiel lors de l'élaboration du Plan national d'intervention d'urgence, ainsi que des représentants du gouvernement, d'organismes publics, d'organisations non gouvernementales, du secteur privé et de l'industrie, auxquels il pourrait être fait appel en vue de constituer une équipe de gestion des incidents en cas de catastrophe dans les eaux libériennes. L'objectif du cours sur l'IMS 300 était de présenter aux participants un système qui permette de gérer efficacement un déversement d'hydrocarbures imprévu qui empire rapidement. Il portait principalement sur la manière dont la fonction de « commandement et de gestion » appuie la gestion d'événements qui gagnent rapidement en importance, ainsi que sur la mise en place du processus de gestion de crise appliquée à un exercice sur table simulant une situation de crise.

Ce cours était surtout théorique mais comportait également des sessions et des exercices interactifs afin de faciliter le processus d'apprentissage. La diversité des activités a permis le dialogue, la discussion, l'enthousiasme et le partage de connaissance au sein du groupe.



Le rapport de l'activité est disponible sur le site internet du GI WACAF : <https://www.giwacaf.net/fr/our/activities/atelier-national-de-formation-sur-le-systeme-de-gestion-de-crise-base-sur-les-principes-de-lims>

JUIN – CÔTE D'IVOIRE

Exercice national visant à tester le PNIU

Depuis plusieurs années, le ministère de l'Environnement et du développement durable de la Côte d'Ivoire organise un exercice annuel pour tester ce Plan et s'assurer qu'il est à jour. En 2019, le scénario consistait en un événement de pollution par les hydrocarbures causé par l'abordage entre un pétrolier et un porte-conteneur au large de San Pedro. Cet exercice a été préparé et dirigé par le Centre ivoirien antipollution (CIAPOL).

Au cours de cet exercice, l'organisation nationale a été déplacée dehors d'Abidjan, dans une municipalité côtière, afin d'évaluer la possible articulation entre la Cellule de crise nationale du Plan POLLUMAR (qui est le nom du PNIU) et l'organisation du Plan ORSEC régional. Au total, plus de 80 personnes ont participé à cet exercice.

À la demande du CIAPOL, le Projet GI WACAF a dépêché une équipe d'observateurs chargés d'évaluer l'exercice et de formuler des recommandations en vue d'améliorer la préparation du pays.



Ces recommandations sont incorporées au rapport complet, disponible sur le site Web du Projet GI WACAF : <https://www.giwacaf.net/fr/our/activities/exercice-national-de-simulation-du-plan-pollumar-de-cote-divoire>

JUIN – BÉNIN

Formation et exercice conjoints à l'échelle nationale avec GoGIN

Cette formation de trois jours était le premier événement organisé conjointement par le Projet GI WACAF et le Réseau inter-régional pour le golfe de Guinée (voir ci-après). Elle avait pour objectif d'appuyer la mise à jour du Plan national d'intervention d'urgence (PNIU) du Bénin, menée en ce moment, et d'organiser un exercice de simulation relatif à la gestion d'un incident de rejet illicite d'hydrocarbures en mer, prévu la semaine suivante. Il a notamment été question des sujets suivants : informations générales relatives à la pollution des mers par les hydrocarbures ; organisation et gestion des opérations de lutte en cas de déversement d'hydrocarbures ; techniques de lutte en mer et à terre ; observation aérienne et caractérisation des déversements d'hydrocarbures en mer ; identification, collecte et conservation de preuves et d'échantillons ; et régime international d'indemnisation en cas de déversement accidentel. La formation a rassemblé environ 25

participants béninois et, grâce à GoGIN, quatre représentants togolais ont également pu participer à cette formation.

À la suite d'exposés et d'échanges de vues au sein du groupe, un certain nombre de recommandations ont été formulées concernant l'élaboration en cours du PNIU et la mise en place des dispositions des conventions relatives à la responsabilité et à l'indemnisation, ainsi que la mise au point de dispositifs de contrôle des rejets illicites en mer.



Le rapport des 3 jours de formation est disponible ici : <https://www.giwacaf.net/fr/our/activities/formation-sur-les-elements-clefs-de-la-lutte-anti-pollution-en-cas-de-deversements-dhydrocarbures-en-mer>



JUILLET – RÉPUBLIQUE DÉMOCRATIQUE DU CONGO

Atelier national sur la planification d'urgence et sur la mise à jour du PNIU

L'objectif global de cet atelier était de réviser et mettre à jour le plan national d'intervention en cas de déversement d'hydrocarbure en mer, intitulé "Plan POLMARC" au niveau national. En vue d'y parvenir de manière efficace, des objectifs précis ont été établis : d'abord former les autorités nationales à la gestion et aux stratégies en matière d'intervention en cas de déversement d'hydrocarbures; puis réaliser un exercice sur table afin de réviser et de tester le Plan POLMARC de la RDC ; enfin, à la suite de cet exercice, débattre et convenir de recommandations visant à améliorer le Plan POLMARC. La participation active et l'expertise de tous les 30 représentants ont été grandement appréciées et ont été essentielles à la réussite de cet atelier.



Le rapport est disponible en ligne : <https://www.giwacaf.net/fr/our/activities/atelier-national-sur-actualisation-du-plan-national-durgence-pniu-en-cas-de-deversement-dhydrocarbures>



AOÛT – ANGOLA/NAMIBIE

Formation et exercice transfrontières concernant l'intervention en cas de déversement d'hydrocarbures

Le GI WACAF a organisé, conjointement avec les autorités nationales chargées de la préparation et de l'intervention en cas de déversement d'hydrocarbures de l'Angola (*Ministério dos Recursos Minerais e Petróleos*) et de la Namibie (*Ministry of Works and Transport*), une formation de deux jours, suivie d'un exercice sur table transfrontalier entre les deux pays.

Ils se sont tenus simultanément à Luanda et à Walvis Bay afin de tester les communications entre l'Angola et la Namibie, les PNIU respectifs en cas de déversement d'hydrocarbures transfrontalier et les

dispositifs de coopération dans la sous-région. Grâce à la participation de la [Commission du courant de Benguela](#) (*Benguela current commission - BCC*), trois représentants de l'Afrique du Sud ont été invités en qualité d'observateurs.



De plus amples informations sont disponibles ci-dessous et les rapports complets (un pour chaque pays) sont disponibles sur le site internet du projet : <https://www.giwacaf.net/fr/our/activities>

SEPTEMBRE – NIGÉRIA

Atelier national sur le régime d'indemnisation et de responsabilité en cas de déversement d'hydrocarbures

Un atelier national sur le régime d'indemnisation et de responsabilité a eu lieu à Lagos, au Nigéria, du 10 au 12 septembre 2019. L'événement était organisé par les deux agences nationales ayant des responsabilités dans le domaine de la préparation et de la lutte en cas de déversement d'hydrocarbures, NOSDRA (*the National Oil Spill Detection and Response Agency*) et NIMASA (*the Nigerian Maritime Administration and Safety Agency*) et a réuni une centaine de participants.

En organisant cet événement ensemble, NIMASA et NOSDRA ont démontré qu'ils travaillaient main dans la main pour mieux protéger l'environnement marin et côtier du Nigéria contre les potentiels effets négatifs en cas de déversement d'hydrocarbures. L'objectif principal de cet atelier était de présenter les conventions et de former les autorités nationales pertinentes sur portée et la mise en œuvre des conventions de l'OMI relatives à l'indemnisation et à la responsabilité en cas de déversement d'hydrocarbures provenant d'un

navire, notamment par la présentation de cas d'études et la réalisation d'exercices sur table.



Le rapport complet est disponible sur le site internet du GI WACAF : <https://www.giwacaf.net/fr/our/activities/atelier-national-sur-le-regime-international-dindemnisation-pour-les-dommages-dus-a-la-pollution-par-les-hydrocarbures>



OCTOBRE – AFRIQUE DU SUD

8^{ème} conférence régionale du GI WACAF

La huitième conférence régionale de l'Initiative mondiale pour l'Afrique occidentale, centrale et australe (GI WACAF) a eu lieu au Cap, en Afrique du Sud (du 28 au 31 octobre). La conférence était organisée avec le soutien de l'Organisation maritime internationale (OMI) et l'APIECA, l'association mondiale de l'industrie pétrolière et gazière pour l'amélioration des performances environnementales et sociales, en étroite collaboration avec le gouvernement de la République d'Afrique du Sud, en particulier, le Ministère des transports et son agence, SAMSA (South African Maritime Safety Agency). Cet événement a rassemblé 120 participants, experts internationaux et représentants de l'industrie et des gouvernements de 21 des 22 pays africains partenaires du projet GI WACAF. Les objectifs principaux étaient d'encourager le partage d'information et d'expérience dans la région; passer en revue les progrès accomplis depuis la dernière conférence régionale; et déterminer les actions prioritaires pour le cycle biennal 2020- 2021.

Plus d'informations sur le programme, les objectifs et les recommandations sont disponibles ci-dessous.



Vous pouvez également consulter le rapport détaillé sur le site Web du projet : <https://www.giwacaf.net/fr/our/activities/8eme-conference-regionale-gi-wacaf>



NOVEMBRE – AFRIQUE DU SUD

Formation sur le Système de gestion de crise dit « IMS 300 » et 3^{ème} exercice conjoint gouvernement – industrie

A la suite du 2^{ème} exercice conjoint industrie – gouvernement qui s'était déroulé en décembre 2018 à Port-Elizabeth, la récente formation sur le Système de gestion de crise (Incident management system, IMS 300) a poursuivi la fructueuse collaboration entre l'Afrique du Sud le GI WACAF et a permis de continuer le transfert de connaissance entre les participants. Le but de la formation était de se concentrer sur les aspects de planification de l'IMS et sur la manière dont l'IMS peut être appliqué lors d'un incident d'envergure en Afrique du Sud.

L'exercice sur table de deux jours qui a suivi la formation a permis de confirmer les connaissances acquises durant la formation et a permis aux participants d'expérimenter le cycle de planification (Planning Cycle) à travers un scénario réaliste.

Des évaluateurs ont été identifiés pour évaluer et mesurer la performance de chaque section en fonction de critères d'évaluation développés spécifiquement pour cet exercice.



Le rapport complet comprenant l'évaluation et les recommandations est disponible en ligne sur le site internet du GI WACAF : <https://www.giwacaf.net/fr/our/activities/formation-sur-le-systeme-de-gestion-dincident-ims-300-et-3eme-exercice-conjoint-entre-le-gouvernement-et-lindustrie>



DÉCEMBRE – SÉNÉGAL

Exercice national « SAMAREX 2019 »

L'exercice SAMAREX 2019 de déploiement en cas de déversement d'hydrocarbures était organisé par les autorités sénégalaises dans le but de tester leur Plan national d'intervention d'urgence en accord avec les recommandations émises par l'Organisation maritime internationale. Cet exercice grandeur nature a réuni toutes les autorités sénégalaises impliquées dans la préparation et la lutte et plus généralement ayant des responsabilités dans les affaires maritimes. La « Haute Autorité chargée de la Coordination, de la Sécurité maritime, de la Sûreté maritime, et de la Protection de l'Environnement marin » (HASSMAR), qui a invité le GI WACAF comme observateur et évaluateur, est l'autorité pilote.

Les objectifs principaux étaient de tester en situation réelle le Plan d'intervention d'urgence du Sénégal, analyser les résultats de l'évaluation et de mettre à jour le PNIU en conséquence, ainsi que de former les autorités locales et nationales impliquées dans le PNIU.



Le rapport comprenant l'évaluation et les recommandations est disponible sur le site internet du GI WACAF : <https://www.giwacaf.net/fr/our/activities/exercice-a-grande-echelle-au-senegal-samarex-2019>



TEMPS FORTS DE 2019

RETOUR SUR L'ATELIER SOUS-RÉGIONAL SUR LA RATIFICATION ET L'APPLICATION DES CONVENTIONS DE L'OMI RELATIVES À LA PRÉPARATION ET À LA LUTTE EN CAS DE DÉVERSEMENT D'HYDROCARBURES ET AU RÉGIME DE RESPONSABILITÉ CIVILE ET D'INDEMNISATION - MARS, CÔTE D'IVOIRE

Cette activité sous-régionale cherchait à répondre à une demande formulée lors de la septième conférence régionale du Projet GI WACAF en 2017. Les États de la région avaient spécifiquement demandé de l'aide concernant la transposition des conventions de l'OMI dans leur droit national. Il s'agit d'une étape essentielle afin de s'assurer que les conventions sont pleinement appliquées et respectées.

Cet atelier était une première pour le GI WACAF, étant donné qu'il était organisé avec le soutien de la Division du milieu marin et du Bureau des affaires juridiques de l'OMI, ainsi que des FIPOL. Il s'est tenu à Abidjan (Côte d'Ivoire), du 18 au 22

mars 2019, et il a réuni des représentants de six pays francophones : le Bénin, le Congo, la Côte d'Ivoire, le Gabon, la République démocratique du Congo et le Sénégal.

Le trafic maritime mondial et local dans ces pays, ainsi que le nombre de projet d'exploration d'hydrocarbures au large dans la région, augmentent rapidement. Ces faits nouveaux soulignent à quel point il est important de pleinement mettre en place les dispositions des conventions de l'OMI dont il a été question au cours de l'atelier et auxquelles les États sont Parties, afin de protéger leur milieu marin et leurs littoraux.

Les conventions dont il était question lors de l'atelier étaient les suivantes :

- Convention internationale de 1990 sur la préparation, la lutte et la coopération en matière de pollution par les hydrocarbures ;
- Convention internationale de 1992 sur la responsabilité civile pour les dommages dus à la pollution par les hydrocarbures ;
- Convention internationale portant création d'un Fonds international d'indemnisation pour les dommages dus à la pollution par les hydrocarbures ;
- Convention de 2001 sur les hydrocarbures de soute ;
- Convention de 1976 sur la limitation de la responsabilité en matière de créances maritimes, modifiée par le Protocole de 1996.

L'atelier a rassemblé, pour la première fois, des juristes des États invités, en sus des administrateurs techniques habituellement conviés. La présence d'administrateurs spécialistes des aspects légaux a permis d'enrichir les discussions en apportant une perspective complémentaire.

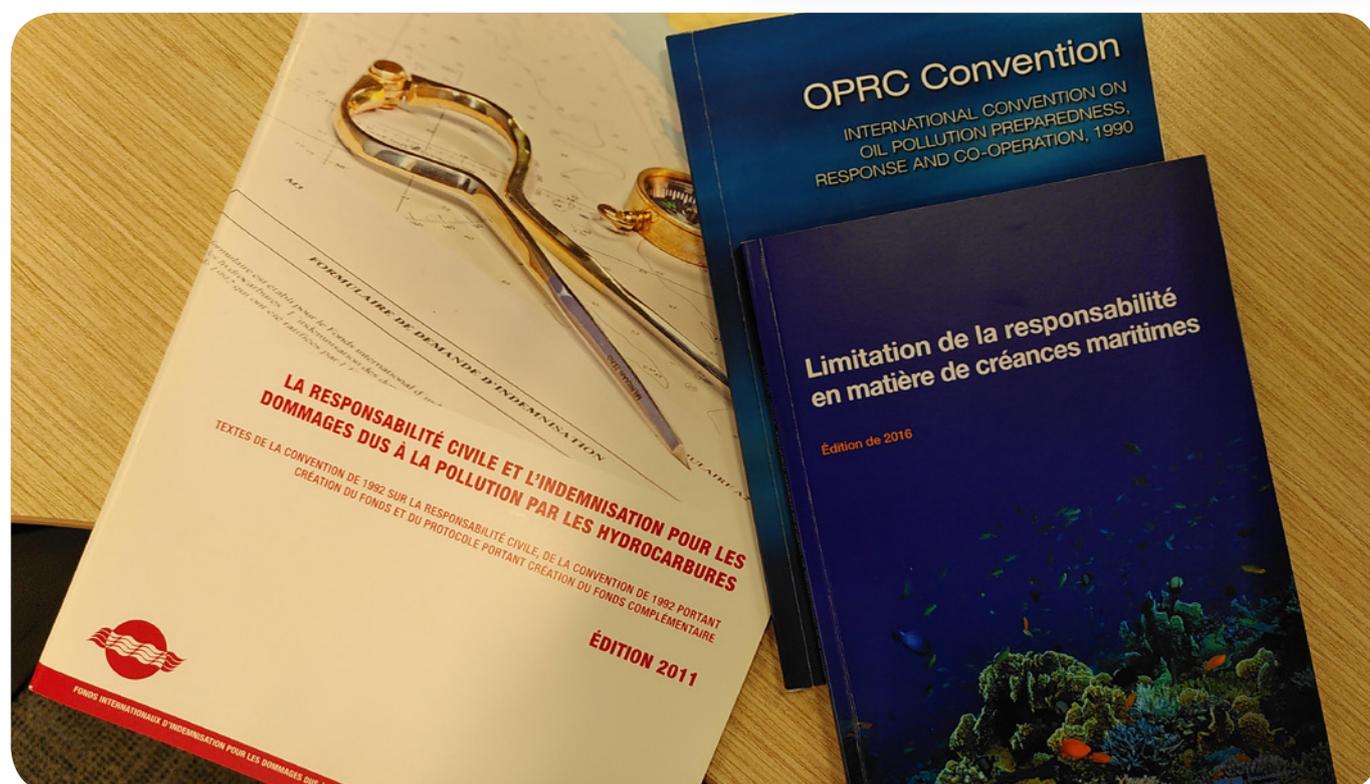
La formation de juristes et de rédacteurs de textes législatifs, qui semble être le chaînon manquant de l'actuel système de coopération, est primordiale pour permettre à ces acteurs d'améliorer leur connaissance des instruments de l'OMI et des processus d'élaboration et d'amendement de ces instruments, ainsi que des méthodes permettant de les transposer efficacement dans la législation nationale.

Conformément à son objectif, cet atelier a débouché sur une série de conclusions et de recommandations, ainsi que sur une stratégie qui expose les mesures prioritaires qu'il faudrait prendre aux niveaux national, régional et international afin de répondre aux besoins dans les domaines considérés comme prioritaires.



Le rapport complet, y compris le Plan d'action qui y est joint, est disponible sur le site internet du GI WACAF :

<https://www.giwacaf.net/fr/our/activities/atelier-sous-regional-sur-la-ratification-et-lapplication-des-conventions-internationales-de-limi-relatives-a-la-preparation-et>



RETOUR SUR LA FORMATION ET EXERCICE TRANSFRONTALIER SUR LES DÉVERSEMENTS D'HYDROCARBURES ENTRE L'ANGOLA ET LA NAMIBIE – AOÛT, ANGOLA / NAMIBIE

Un atelier suivi d'un exercice sur table a eu lieu simultanément à Luanda et à Walvis Bay du 6 au 9 août 2019, en reconnaissance du risque d'une marée noire marine majeure dans la région, susceptible d'affecter deux pays ou plus. L'intention était de tester les points clef liés aux déversements d'hydrocarbures transfrontières, tels que la communication entre l'Angola et la Namibie, les mécanismes d'assistance, la mobilisation des ressources internationales et les dispositions des plans nationaux respectifs qui seraient activées en cas de déversement d'hydrocarbures transfrontières.

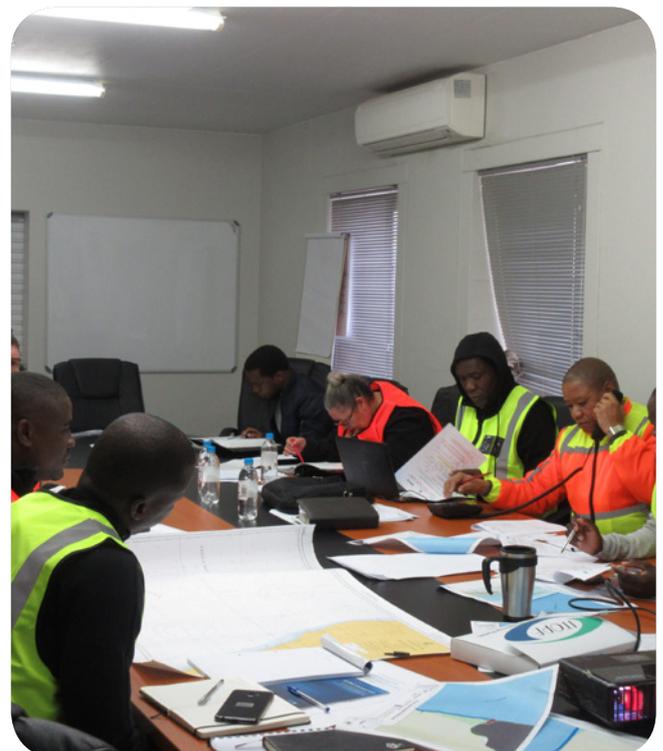
Il a été organisé par le ministère des Travaux publics et des Transports (MWT) de Namibie et le ministère des Ressources minérales et du Pétrole (MIREMPET) d'Angola. Grâce à la participation de la BCC (*Benguela Current Commission*), 3 délégués sud-africains ont été invités en tant qu'observateurs.

Les deux premiers jours ont consisté en une formation destinée à rappeler aux participants les systèmes nationaux en place, l'organisation nationale de gestion de la préparation et de la

lutte contre les déversements d'hydrocarbures, les aspects techniques de la lutte contre les déversements d'hydrocarbures, les systèmes d'indemnisation en place ainsi que les mécanismes de coopération applicables.

Les deux derniers jours ont été consacrés à l'exercice transfrontalier entre l'Angola et la Namibie. Les objectifs spécifiques de l'exercice ont été discutés entre les autorités des deux pays et le projet GI WACAF et ont été formulés comme suit :

- Exposer aux participants les enjeux liés aux incidents de déversement transfrontaliers ;
- Former les participants sur les accords transfrontaliers existants et sur les sujets liés à l'exercice ;
- Tester les liens de communication entre l'Angola et la Namibie ;
- Tester les mécanismes d'assistance et la mobilisation des ressources internationales ;
- Tester les plans nationaux des deux pays dans le cas d'un déversement transfrontalier d'hydrocarbures.



L'exercice sur table était basé sur un scénario impliquant un déversement de pétrole provenant d'un navire. Il a permis aux participants de mettre en pratique les éléments appris pendant la formation, en mettant l'accent sur la mise en œuvre de mécanismes de coopération entre les deux pays, depuis la notification initiale de l'incident jusqu'à l'élaboration et la mise en œuvre d'une stratégie d'intervention commune.

Tant la formation que l'exercice se sont bien déroulés et ont suscité de nombreuses questions et discussions. Des recommandations spécifiques pour chaque pays ont été élaborées pour l'amélioration de :

1. la coopération internationale,
2. du cadre national d'intervention,
3. l'organisation de l'intervention,
4. des stratégies d'intervention et
5. la préparation : formation, exercices et équipement de lutte.

Il était particulièrement intéressant d'explorer le rôle que pourrait jouer la BCC pour améliorer la coopération dans la région :

- Pendant la préparation : élaboration d'un accord bilatéral, organisation d'exercices transfrontaliers, vérification de routine des contacts d'urgence, constitution d'une base de données régionale des équipements de lutte contre les déversements d'hydrocarbures et d'experts en cas de déversement d'hydrocarbures, etc.
- Pendant les opérations d'intervention : mobilisation de l'expertise internationale, soutien technique pour la protection des ressources environnementales et biologiques sensibles.



Les recommandations sont incluses dans les rapports complets disponibles sur le site web du GI WACAF :

Angola - <https://www.giwacaf.net/fr/our/activities/transboundary-oil-spill-response-exercise-between-namibia-and-angola>,

Namibie - <https://www.giwacaf.net/fr/our/activities/exercice-transfrontalier-entre-langola-et-la-namibie>

RETOUR SUR LA 8^{ÈME} CONFÉRENCE RÉGIONALE DU GI WACAF – OCTOBRE, AFRIQUE DU SUD

La huitième Conférence régionale de l'Initiative mondiale pour l'Afrique occidentale, centrale et australe (GI WACAF) s'est tenue au Cap (Afrique du Sud) du 28 au 31 octobre. La Conférence régionale du GI WACAF, organisée tous les deux ans au terme du cycle biennal, fait partie intégrante du système de gestion du Projet GI WACAF. Elle rassemble les points focaux industriels et gouvernementaux de la région dans le but d'échanger leurs expériences, d'examiner les progrès accomplis et de hiérarchiser les objectifs du Projet pour le prochain exercice biennal.

Environ 110 personnes ont participé à la Conférence. Elle a rassemblé des représentants industriels et gouvernementaux importants de 21 des 22 pays africains partenaires du Projet GI WACAF.

Les objectifs de la conférence étaient de :

1. Aborder les défis relatifs à la préparation et à la lutte contre les déversements d'hydrocarbures dans la région ;
2. Examiner les étapes franchies depuis la dernière conférence régionale ;
3. Faciliter le partage d'informations et de bonnes pratiques ;
4. Mettre en lumière les bénéfices du Projet GI WACAF ; et
5. Déterminer les actions à mener prioritairement au cours du plan d'action biennal 2020-2021 pour renforcer la préparation et la lutte contre les déversements d'hydrocarbures dans la région.

Le programme a été élaboré spécifiquement afin de d'atteindre les objectifs de la conférence régionale. Le premier jour a débuté avec la cérémonie d'ouverture en présence de Mme Tsepiso Taoana-Mashiloane, directrice chargée du développement du secteur maritime et de la réglementation économique au ministère des Transports sud-africain. Au cours de l'après-midi, plusieurs délégués nationaux ont fait des présentations sur les réalisations au cours des deux années du cycle biennal. Le deuxième jour a été consacré à des sessions techniques et à des groupes de travail (un en français et un en anglais en parallèle) pour discuter de différents sujets liés à la législation, à la réponse en milieu littoral et à la gestion des déchets, ainsi qu'à la coopération

transfrontière. Chaque rapporteur a réalisé un résumé des principaux sujets discutés lors des réunions des Groupes de travail. Les retours des rapporteurs ont été consignés et inclus aux recommandations présentées le dernier jour de la Conférence.

Le 3^{ème} jour, les participants ont pu choisir entre deux visites sur le terrain : une visite du Centre de réhabilitation des oiseaux marins de la SANCCOB ; ou une démonstration de lutte contre les déversements d'hydrocarbures centrée sur la protection et le nettoyage du littoral, réalisée par le ministère sud-africain de l'Environnement, des forêts et de la pêche.



Le dernier jour de la Conférence était consacré aux rapports nationaux ainsi qu'à la présentation des recommandations pour l'exercice biennal 2020-2021. À l'issue de la conférence régionale, sur la base des discussions et des conclusions des groupes de travail, des recommandations de haut niveau pour l'exercice biennal 2020-2021 ont été rédigées. Approuvées par les délégués, ces recommandations préconisent une approche systémique de la préparation et de la lutte contre les marées noires.

La Conférence régionale du GI WACAF de 2019 a rempli avec succès ses objectifs et obtenu les résultats attendus. Cette Conférence régionale a une fois de plus permis d'examiner les succès

passés et de proposer des améliorations pour l'avenir. Cet événement s'est aussi révélé être une excellente plateforme d'échange et de diffusion des connaissances visant à renforcer les capacités de lutte contre les déversements d'hydrocarbures en Afrique occidentale, centrale et australe. Si les participants se sont félicités des réussites obtenues, ils restent conscients des travaux qui les attendent. Les débats et échanges féconds ont confirmé que le Projet évoluait dans la bonne direction et poursuivait avec succès l'exécution de son mandat.

Cette approche, qui a fait ses preuves, ne pourra être suivie qu'avec l'appui continu de toutes les parties prenantes, en particulier des points focaux industriels et gouvernementaux.

Recommandations

L'équipe du projet GI WACAF a compilé un certain nombre de recommandations sur la base des conclusions des groupes de travail et des informations fournies par les pays au cours de ces 4 jours. Ces recommandations serviront de base à l'élaboration du plan d'action stratégique du projet pour le biennium 2020-2021 et sont présentées ci-dessous.

Législation et cadre institutionnel



Aspects institutionnels

1. Encourager la création/le développement de forums nationaux qui rassemblent toutes les parties prenantes pertinentes en vue de discuter de la ratification et de l'application des conventions de l'OMI. Ces forums permettraient de promouvoir une bonne coopération et la volonté d'œuvrer de concert, ce qui réduirait les risques de conflits ou de duplication des efforts entre les ministères et les agences ;
2. Rendre plus visible et faire connaître aux autorités gouvernementales de haut niveau les conventions de l'OMI relatives à la préparation et à la lutte contre les déversements d'hydrocarbures et au régime de responsabilité civile et d'indemnisation ; et
3. Encourager la tenue d'une consultation nationale exhaustive préalable à la ratification d'une convention, afin de donner pleinement effet à cette convention en ayant le soutien de toutes les parties prenantes pertinentes.



Appui législatif

1. Renforcer l'appui législatif que le Projet GI WACAF apporte aux pays en matière de transposition, d'intégration dans le droit interne et de pleine application des conventions pertinentes de l'OMI. De nombreux États de la région ont reconnu ces aspects comme d'importantes difficultés. Les pays francophones qui ont participé à l'atelier sous-régional du Projet GI WACAF sur ce sujet à Abidjan (Côte d'Ivoire), en mars 2019, ont mis en avant l'intérêt de l'appui reçu à l'occasion de cette activité ;
2. Encourager la ratification et l'application de la Convention de 2001 sur les hydrocarbures de soute ; et
3. Mettre en avant l'importance de surveiller les amendements apportés aux conventions et mettre à jour en conséquence la législation nationale pertinente, et explorer des processus ou systèmes d'information dont les États Parties pourraient se servir afin de mener cette tâche à bien.



Renforcement des capacités juridiques

1. Pallier le manque d'expertise en matière d'élaboration de textes législatifs en organisant des formations adressées spécifiquement aux conseillers juridiques gouvernementaux et aux rédacteurs juridiques.

Politiques et processus



1. Continuer de fournir une assistance en matière d'élaboration, de mise à jour et d'application des Plans nationaux d'intervention d'urgence (PNIU), reconnus comme le fer de lance du dispositif de préparation et de lutte contre les déversements d'hydrocarbures ; et
2. Appuyer la mise au point de stratégies exhaustives de réponse en milieu littoral, notamment de plans de gestion des déchets. Il peut s'agir, souvent, d'un aspect délicat du dispositif de lutte, en particulier lorsque l'intervention à terre et la lutte en mer tombent sous la responsabilité de deux entités distinctes. Le Projet devrait donc agir pour promouvoir la coopération dans ce domaine.

Outils

Le développement/la mise en œuvre plus poussés de trois outils, parmi ceux dont il a été question au cours de la Conférence, ont été considérés comme hautement prioritaires :



1. Les cartes de sensibilités. Il faudrait encourager davantage l'élaboration et la mise à jour des cartes de sensibilités et, selon qu'il convient, adopter une approche collaborative entre les membres de l'industrie et les gouvernements ;
2. Le RETOS™, en vue d'auto-évaluer les capacités nationales de préparation et de lutte ; et
3. Le nouveau site Web du Projet GI WACAF, qui devrait servir de plateforme de partage des documents et renseignements pertinents relatifs à la préparation et à la lutte contre les déversements d'hydrocarbures dans la région.

Coopération multilatérale



1. Assister la coordination d'un plus grand nombre d'exercices transfrontaliers et l'élaboration d'accords et de plans bilatéraux et sous-régionaux de préparation et de lutte contre les déversements d'hydrocarbures ;
2. Encourager la participation d'observateurs à l'occasion d'exercices transfrontaliers, comme c'était le cas lors de l'exercice entre l'Angola et la Namibie en août 2019 ; et
3. S'efforcer de promouvoir les relations professionnelles avec des entités, organisations et projets de renforcement des capacités sous-régionaux ou régionaux ayant un objectif semblable, par exemple la Benguela Current Commission (BCC)¹, le Réseau inter-régional pour le golfe de Guinée (Projet GoGIN)² ou l'Initiative Cobia de l'IDDR/MAVA³.

¹ <https://www.benguelacc.org/>

² <https://www.gogin.eu/en/>

³ <https://cobia-africa.com/en/>

Coopération transfrontalière

Exercices

Coopération entre industrie/gouvernement

Définition des rôles et responsabilités

Outils

Cartographie de vulnérabilité
Site web du GI WACAF

Politiques et processus

Plans nationaux d'urgence (PNIU)
Gestion des déchets
Réponse en milieu littoral

Législation

Ratification des conventions de l'OMI (OPRC, Bunkers)
Transposition des conventions et assistance législative

Figure 1. Représentation schématique des recommandations de la 8^{ème} Conférence régionale du GI WACAF



ENGAGEMENTS EXTERNES ET CONFÉRENCES

JANVIER – AZERBAÏDJAN

Réunion annuelle d'OSPRI

OSPRI est une organisation partenaire du GI WACAF, qui opère autour de la mer Noire et de la mer Caspienne et partage les objectifs de l'Initiative mondiale (GI) d'assister les pays de ces régions dans le développement et le renforcement de leurs capacités de préparation, de lutte et de coopération. Le chef de projet du GI WACAF s'est rendu à Bakou, en Azerbaïdjan, en tant qu'observateur à la réunion annuelle d'OSPRI. Cette réunion comprenait une présentation des activités organisées dans les

différents pays de la région en 2018. Le Comité de pilotage du projet a ensuite revu et approuvé la stratégie du projet. Le chef de projet d'OSPRI, M. Peter Taylor, est un participant régulier des réunions du GI WACAF. Ces échanges entre projets sont toujours une belle opportunité pour partager les bonnes pratiques et les expériences en vue d'atteindre un même but, à savoir améliorer les capacités de préparation et de lutte en cas de déversement d'hydrocarbures des pays.

MARS – ETATS-UNIS

Groupe de travail de l'PIECA sur les déversements d'hydrocarbures

La réunion du Groupe de travail sur les déversements d'hydrocarbures organisée à Washington a été l'occasion d'échanger sur les différents programmes GI (« Initiative mondiale »). Le Chef de Projet du Projet GI WACAF a présenté les résultats de la Conférence

régionale et fait une mise au point sur les travaux réalisés au cours de l'exercice biennal 2018-2019. Les participants ont également discuté des conférences et ateliers internationaux sur l'intervention en cas de déversements d'hydrocarbures organisés en 2019.

COOPÉRATION AVEC LES ACTEURS INTERNATIONAUX

MARS – DAKAR

Comité consultatif du GoGIN

Le GI WACAF a assisté à la deuxième réunion du Comité consultatif du GoGIN, qui s'est tenue à Dakar (Sénégal), les 9 et 10 avril 2019. Le projet GoGIN ([Réseau inter-régional pour le golfe de Guinée](#)) vise à promouvoir la coopération inter-régionale du Sénégal à l'Angola concernant des questions de sécurité et de sûreté maritimes. Cet événement en particulier a rassemblé tous les représentants des pays, centres maritimes et organisations régionales partenaires du projet GoGIN ainsi que ses partenaires maritimes internationaux. Ces deux journées étaient consacrées à l'exposé des progrès réalisés à ce jour par le projet et à des discussions concernant le programme des mois à venir. C'était aussi l'occasion de présenter officiellement à toutes

les parties prenantes les nouvelles orientations du projet GoGIN. Conformément à ces nouvelles orientations, les projets GI WACAF et GoGIN cherchent à coopérer sur les questions relatives aux déversements d'hydrocarbures dans la région. Une première activité organisée conjointement s'est tenue au Bénin en juin (voir ci-après).



JUIN – COTONOU

Première activité conjointe des projets GI WACAF et GoGIN

Le Projet GI WACAF a organisé au Bénin un cours de formation de trois jours qui s'est tenu avant une formation opérationnelle sur le terrain concernant l'intervention en cas de déversement d'hydrocarbures organisée par [le projet GoGIN](#) (Réseau inter-régional pour le golfe de Guinée). Cette formation était l'aboutissement de la première collaboration entre les projets GI WACAF et GoGIN. Elle avait pour objectif de préparer un exercice de simulation relatif à la gestion d'un incident concernant le rejet illicite d'hydrocarbures en mer et ses éventuelles conséquences.

La formation technique s'est déroulée du 25 au 27 juin 2019 à Cotonou. Elle couvrait divers aspects utiles aux participants dans la cadre de l'opération antipollution de la semaine suivante (planification d'urgence, reconnaissance et caractérisation des déversements d'hydrocarbures en mer et régime international de responsabilité et d'indemnisation en cas de déversement d'hydrocarbures). Des recommandations ont été formulées concernant la manière d'améliorer le PNIU actuellement en cours d'élaboration au Bénin et la manière d'introduire les différents sujets examinés au cours de la formation. Quatre représentants du Togo ont participé à l'atelier du Projet GI WACAF, tandis que quatre représentants du Bénin ont participé à un atelier concernant la pêche illicite, organisé au Togo par le projet GoGIN.

La collaboration avec le projet GoGIN s'est révélée fructueuse pour de nombreuses raisons. Tout d'abord, les projets GoGIN et GI WACAF ont des domaines d'expertise complémentaires. Alors que le GI WACAF se concentre sur les aspects techniques et institutionnels de l'intervention et de la planification d'urgence en cas de déversement d'hydrocarbures, le domaine central de GoGIN est la gestion de crise. C'est ce qui a permis de développer deux facettes différentes de l'activité. Les enseignements tirés de la formation technique ont pu être mis immédiatement en pratique au cours de l'exercice.

En outre, le projet GoGIN travaille avec un réseau différent de points focaux en Afrique et, au cours de la formation, tous les organes administratifs du Bénin impliqués dans l'intervention en cas de déversement d'hydrocarbures en mer ont pu se réunir et discuter de leurs responsabilités respectives. Collaborer a donc permis d'éviter de dupliquer les efforts et de transmettre des messages cohérents. Cette formation était aussi l'occasion pour le Projet GI WACAF de se faire connaître auprès d'autres acteurs régionaux clés, tels que l'architecture de Yaoundé, qui cherche à sécuriser le golfe de Guinée avec l'appui de GoGIN.



SEPTEMBRE – GABON

Atelier de la Convention d'Abidjan sur la préparation de consultations nationales relatives au « protocole Offshore »

En juillet 2019, la Conférence des plénipotentiaires a officiellement signé le protocole additionnel sur les "Normes et standards environnementaux pour les activités pétrolières et gazières offshore", appelé le protocole de Malabo. En parallèle, la Convention d'Abidjan a initié le développement de plans d'action pour définir une feuille de route post-signature pour la mise en œuvre de ce protocole additionnel à la Convention d'Abidjan. Le plan d'action présente une liste complète d'activités à mettre en œuvre aux niveaux régional et national pour assurer la bonne mise en œuvre du protocole.

En septembre, le GI WACAF a été invité à participer à un atelier mis en place par la Convention d'Abidjan pour travailler à la préparation des consultations nationales relatives au Protocole de Malabo. Le GI WACAF a participé à l'atelier aux côtés de représentants gouvernementaux des pays parties à la Convention d'Abidjan, ainsi

que des représentants d'ONG, du secteur privé et d'autres organisations. Les objectifs spécifiques de l'atelier étaient de développer pour chacun de ces 4 protocoles :

- Un plan d'action pour la mise en œuvre du protocole et d'analyser les synergies nécessaires au niveau national et sous-régional ; et
- Une feuille de route pour le processus de transposition des protocoles dans les lois nationales.

Le GI WACAF a siégé au sein du groupe de travail dédié au Protocole Offshore afin de fournir des conseils et des commentaires.

Plus généralement, le GI WACAF soutient la Convention d'Abidjan dans l'élaboration de ce protocole et de son plan d'action et continuera à soutenir la Convention sur ce sujet. Les documents de la réunion peuvent être téléchargés depuis la page web dédiée, page sur laquelle le rapport de la réunion sera téléchargé plus tard.



LES INDICATEURS DE PERFORMANCE

L'une des questions clef pour le projet est de savoir comment identifier et évaluer les progrès réalisés. Depuis 2006, grâce aux données fournies par chaque pays tous les 2 ans lors des conférences régionales, il a été possible de suivre l'évolution du niveau des capacités nationales de préparation et de lutte dans toute la région, sur la base de 6 indicateurs principaux :

1. Désignation des autorités compétentes : Le pays a mis en place une autorité nationale désignée pour traiter les questions liées aux déversements d'hydrocarbures ;
2. Législation : Le pays a ratifié les conventions internationales pertinentes, notamment la Convention OPRC 90 ;
3. Plan national d'intervention d'urgence en cas de déversement d'hydrocarbures (PNIU) : Le pays dispose au moins d'une ébauche de PNIU ;
4. Accord régional : Le pays a mis en place un accord de coopération régional, sous-régional ou bilatéral concernant la coopération en matière de lutte contre les déversements d'hydrocarbures. Pour la plupart des pays, cela consiste à faire partie de la Convention d'Abidjan ;

5. Formation et exercice : Le pays a mis en place des formations et des exercices de lutte contre les déversements d'hydrocarbures au niveau national au moins une fois par an ; et
6. Ressources nationales : Le pays dispose de l'équipement et des ressources nécessaires pour faire face de manière adéquate aux risques de déversement d'hydrocarbures de niveau TIER

Lors de la dernière conférence régionale chaque pays a rempli son profil pays. Le secrétariat du projet a ensuite traité ces données afin de produire plusieurs graphiques, y compris le graphique ci-dessous montrant l'évolution des 6 indicateurs de performance pour la période allant de 2006 à 2019 (Figure 2).

Si cela illustre les progrès indéniables réalisés par les pays de la région, on doit bien garder à l'esprit que ces indicateurs sont quantitatifs et que des aspects qualitatifs devraient également être pris en compte afin d'avoir une vue complète de la situation dans la région.

GI WACAF Key Performance Indicators Results (2006-2019)

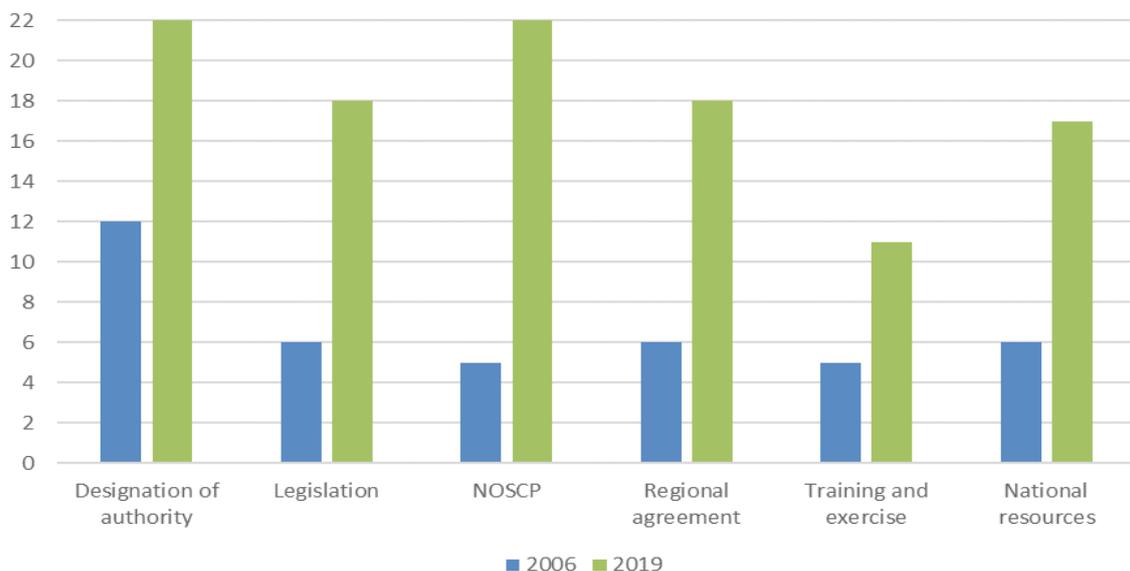


Figure 2. Evolution des 6 indicateurs de performance entre 2006 et 2019.

Au fur et à mesure que les capacités se sont améliorées et afin d'élaborer une évaluation plus fine et plus qualitative des progrès réalisés, il devenait nécessaire d'adopter de nouveaux indicateurs. Le Secrétariat du projet a mis au point de nouveaux indicateurs en 2015 et la Figure 3 représente le statut de ces indicateurs sur la base des données soumises en octobre 2019 par les pays lors de la 8ème conférence régionale.

Si ces résultats montrent qu'il y a encore des progrès à faire, la part « en cours de développement » des indicateurs est encourageante.

Ainsi, d'après les résultats, il semble que les pays bénéficiaires de la région se concentrent

désormais sur l'élaboration de politiques telles que l'utilisation de dispersants, le nettoyage et l'évaluation du littoral, la gestion des déchets ou les cartes de sensibilités. Ces politiques seront incluses dans les PNIU une fois complètement développées et validées par les autorités compétentes, ce qui participera à compléter les PNIU et à améliorer les aspects opérationnels du document.

Cela traduit la volonté et les efforts continus des pays, qui devraient aboutir à un nombre croissant d'indicateurs pleinement développés dans un avenir proche.

GI WACAF Supplementary Indicators Results (2019)

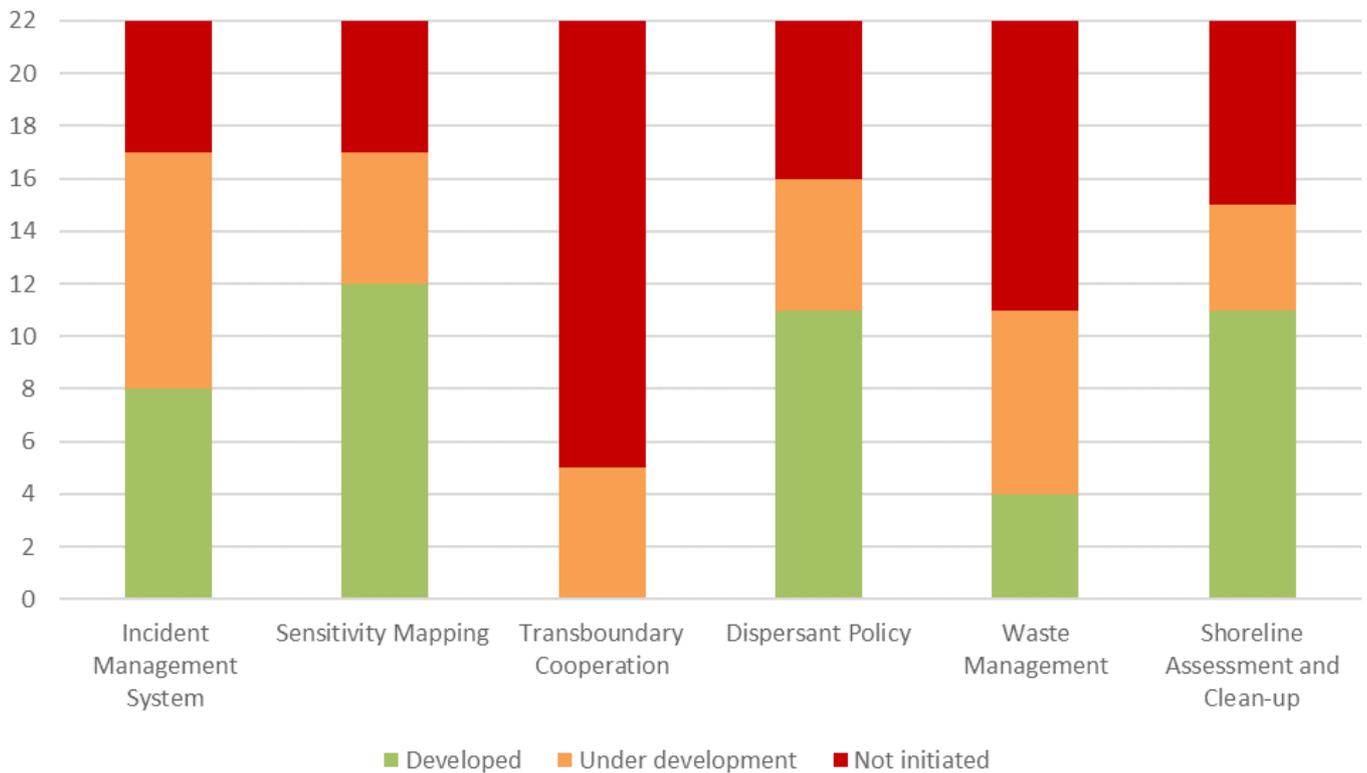


Figure 3. Statut des indicateurs secondaires en octobre 2019

UN RÉSEAU DE POINTS FOCaux EXPÉRIMENTÉS ET ENGAGÉS DANS LA RÉGION



Capitaine Ravi Naicker - Afrique du Sud

Le capitaine Ravi Naicker travaille actuellement à SAMSA (*the South African Maritime Safety Authority*) en tant que cadre supérieur et participe à de nombreux forums nationaux et internationaux sur des questions relatives à la sécurité de la navigation, à la sûreté maritime et à la protection de l'environnement. Il a contribué à l'organisation de la 8^{ème} conférence régionale du GI WACAF qui s'est tenue au Cap, suivie de la formation IMS 300 et du 3^{ème} exercice conjoint industrie-gouvernement. Il joue un rôle clé dans le système de préparation et d'intervention en cas de déversement d'hydrocarbures en Afrique du Sud.



Manuel Xavier Junior - Angola

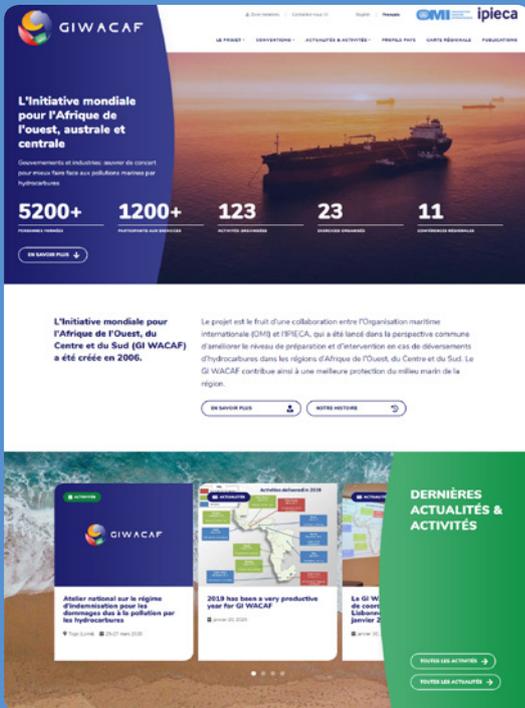
Manuel Xavier est le directeur national de la sécurité, de la qualité, des urgences et de l'environnement au ministère des ressources minérales et du pétrole (MINREMPET) de l'Angola. Il a plus de 25 ans d'expérience dans le secteur pétrolier en Angola. En tant que point focal du GI WACAF, il a joué un rôle essentiel dans la mise en place et la réalisation de l'exercice transfrontalier entre l'Angola et la Namibie en août 2019.



Jean-Marie Bope - République démocratique du Congo

M. Bope travaille pour le ministère de l'environnement et du développement durable de la République démocratique du Congo. Entre autres responsabilités, il est responsable de la pollution marine et est le coordinateur du centre national de surveillance de la pollution marine. Grâce à l'engagement de M. Bope, un atelier national a été organisé à Kinshasa pour revoir et mettre à jour le plan national de lutte contre la pollution marine par les hydrocarbures, appelé au niveau national "plan POLMARC". Ce fut un grand succès.

GI WACAF COMMUNICATION



Lancement du nouveau site!

Après six mois de travail intense, l'équipe du GI WACAF est fière de vous présenter le nouveau site Web du projet. Vous pouvez le consulter à l'adresse suivante <https://www.giwacaf.net/fr/> pour en savoir plus sur le projet GI WACAF et nos activités.

Page LinkedIn

Vous pouvez désormais nous suivre et vous tenir au courant de nos activités sur LinkedIn <https://www.linkedin.com/company/giwacaf/>



La nouvelle brochure est maintenant disponible en français

En 2019 l'équipe du GI WACAF a élaboré une nouvelle brochure mise à jour. Elle est disponible en [anglais](#) et en [français](#) sur le site internet du projet.



Le projet GI WACAF est une
cooperation OMI / IPIECA